

EUROPEAN UNIVERSITY INSTITUTE, FLORENCE

LAW DEPARTMENT

320

EUI



EUI WORKING PAPER No. 85/149

LES DROITS DE L'HOMME:

leur universalité en face de
la diversité des civilisations.

by

Joseph J.M. van der Ven

BADIA FIESOLANA, SAN DOMENICO (FIRENZE)

All rights reserved. No
part of this paper may
be reproduced in any form
without permission of the
author.

© Joseph J.M. van der Ven
Printed in Italy in January 1985
European University Institute
Badia Fiesolana, 50016 San Domenico
Italy

Joseph J.M. van der Ven (Utrecht)

October 1984

LES DROITS DE L'HOMME:

leur universalité en face de la diversité des civilisations

1. Le sujet que non seulement je veux traiter ici, mais dont aussi bien je désire discuter avec vous, appartient sans exagération aux thèmes les plus importants et les plus complexes de notre actualité juridique qui s'en occupe sous plusieurs angles de vue. On y retrouve la tendance de plus en plus forte d'internationalisation ce qui, cependant, semble attenter, gravement même, à l'apogée sanctifiée de tout droit public du XIX^{me} siècle et vénérée comme inviolable jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale, celle de la souveraineté nationale absolue. En même temps - voici une complexité presque paradoxale - cette tendance risque de se heurter à ces nombreuses 'nouvelles' nations et à leurs sentiments naguère réveillés d'un nationalisme aigu. On n'y retrouve non moins une renovation de la technique juridique par des institutions et des instruments internationaux jusqu'ici inconnus, comme l'ONU et ses diverses agences hautement spécialisées, les alliances régionales, partiellement supranationales, les entreprises et les syndicats dits 'multinationaux'. Et tout cela pénètre encore dans la profondeur des droits de l'homme, de chaque individu, de toutes les personnes

humaines, d'une part regardées sans aucune discrimination, d'autre part respectées au plus haut degré dans l'unicité personnelle. (1)

Cette position de notre problème se laisse ranger enfin dans le cadre proposé par le professeur Maihofer, indiqué comme une antithèse entre la justice et l'utilitarisme, donc l'efficacité du droit, liée avec cette question primordiale: faut-il choisir entre ces deux aspects pour analyser et construire un ordre juridique adéquat aux besoins de la société moderne, ou serait-il possible, nécessaire même ou seulement souhaitable de faire adhérer les deux?

Dans la formulation du professeur Maihofer on lit comme suit:
... pour la légitimité du droit il s'agit du rapport spécifique,
'(das) eigentuemliche(n) Verhaeltnis wechselseitiger Ergaenzung und Berichtigung der Fundierung und Orientierung des Rechts an Kriterien der Gerechtigkeit und der Zweckmaessigkeit zugleich' (Maihofer, dans son papier préparatoire, p. 4). En paraphrasant: non seulement pour sa légalité, mais également pour sa légitimité le droit doit être mesuré selon ces deux critères, de justice et d'utilité, les deux devant se compléter et se corriger réciproquement.

Or, ces deux critères, ces deux dimensions vont se montrer comme indispensables pour tout ordre juridique, certainement dans notre monde d'aujourd'hui. La justice comme une catégorie morale et par là même fondamentale, l'utilité ou l'efficacité comme catégorie technique et par là même d'une nécessité pratique. Elles s'entrelacent dans le phénomène du droit, non comme une catégorie

purement formelle, idéale, la justice, et une catégorie matérielle, réelle, la technique, mais beaucoup plus en se déterminant mutuellement, la justice pénétrant la technique, celle-ci offrant le cadre indispensable pour la réalisation de celle-là.

Pour aborder un sujet de l'ampleur du nôtre il y a plus d'une route qui s'ouvre, plus d'une méthode qui s'offre. Un choix est obligatoire par lequel on exclut inévitablement d'autres possibilités bien appropriées. Voici mon choix.

Dans la première partie il s'agira, avant même de parler de l'universalité des droits de l'homme, au tout premier lieu de l'universalité éventuelle de l'homme lui-même. Est-ce qu'on pourra se placer sur un fondement assez stable d'une conception universelle de l'homme avant de prétendre à l'universalité de ses droits et de ses devoirs? Dans cette question semble impliquée une certaine récusation de la célèbre thèse kantienne rejetant tout lien entre l'être et la norme, entre 'Sein' et 'Sollen', entre l'homme sous son aspect ontologique et l'homme sous son aspect moral ou normatif, cette thèse qui, précisément dans la théorie juridique, a trouvé un accueil ferme, un soutien très fort et une large élaboration dans la doctrine dite 'pure' du droit, la 'reine Rechtslehre' de Hans Kelsen et de toute l'école kelsenienne. Nous y reviendrons. Cette question d'un concept général de l'homme s'avère d'ailleurs de toute importance à l'égard de tant de civilisations diversifiées dans le cours de l'histoire aussi bien que répandues sur la surface du monde. Un concept universel de l'homme et de ses droits serait-il

en mesure de se maintenir en face de la multitude fort différenciée de civilisations et d'époques, de nations et de peuples? Une telle idée universelle ne serait-elle qu'un idéal inaccessible, une chimère dangereuse même, éblouissante à première vue, mais choquante en fin de compte par un désenchantement inévitable?

Pour concrétiser de telles pensées préliminaires et assez abstraites la deuxième partie de cette conférence cherchera à présenter quelques exemples actuels, en bonne partie empruntés à une expérience personnelle, à savoir celle que j'ai pu acquérir dans la Commission d'experts pour l'application des conventions (et recommandations) dans l'Organisation internationale du Travail. (2) Dans cette commission on est placé devant des problèmes concrets en comparant ces instruments du droit international avec les législations nationales, la jurisprudence pertinente jusqu'à la réalité sociale et juridique de chacun des états-membres de cette 'agence spécialisée' des Nations Unies. Ce sont donc des problèmes actuels qui en dépit de leur limitation dans le cadre de cette Organisation et son sujet particulier, le travail humain, attirent assez souvent l'attention de l'observateur sur des questions concernant clairement les droits de l'homme.

Dans la troisième partie enfin on se posera quelques questions prudentes surgissant de notre exposé et on essaiera d'y trouver quelques réponses encore plus prudemment formulées.

I. L'homme et ses droits fondamentaux

2. Est-ce qu'on devrait poser tout d'abord une définition de l'homme avec la prétention du caractère incontestablement universel de cette définition? Est-ce qu'on serait en état de trouver un tel concept universel de l'homme, acceptable et accepté par tout le monde, dans tous les temps? Posée ainsi la question est purement rhétorique, une définition de l'homme risquerait en effet de l'enfermer dans les 'fines', les limites qu'il est appelé à dépasser incessamment. L'homme est plutôt un être de transcendance dont une définition exacte manque, comme une 'contradictio in terminis', d'envergure et de finesse. Il n'y a pourtant pas mal de philosophies qui se sont efforcées de formuler une telle définition, mais tant de fois elles ont été réfutées. Selon l'expression classique de Pascal: 'L'homme dépasse infiniment l'homme'. Dans une monographie anthropologique d'un penseur moderne (Mikel Dufrenne, Pour l'homme, 1968) l'auteur se confesse hors d'état de donner la définition de l'homme ou d'en produire le concept. Plus fort encore: Max Scheler déclare précisément cette 'indéfinissabilité' comme essentielle pour l'homme' ... gerade die Undefinierbarkeit gehoert zum Wesen des Menschen' (Vom Umsturz der Werte). Et même dans un système de théologie dogmatique on entend l'écho: l'homme est un être indéfinissable, 'ein undefinierbares Wesen' (Karl Rahner). Vraiment, on ne peut s'approcher de l'homme qu'en discutant, beaucoup mieux par un discours que par une formule. La vie de l'homme - et ceci vaut également pour tout individu et pour l'humanité en général - se trouve en permanence sous un point d'interrogation, chaque réponse lui posant de nouvelles questions et le poussant vers des

perspectives sans horizon concluant. C'est en vain qu'on chercherait la définition définitive.

Cependant, et d'autre part, ce n'est nullement dire que par manque de définition il faudrait se taire absolument sur l'homme. Cela témoignerait soit d'une pensée superficielle et mesquine, soit d'un rationalisme étroit et nominaliste si l'on rejette tout discours sur l'homme, son être et son essence, sa vie et son existence, son sens et ses valeurs. C'est précisément le fait distinctif de l'homme qu'il aspire à un tel discours et qu'il soit préoccupé de ces apories qui l'accompagnent durant toute sa vie. Ce n'est pas seulement dans une argumentation soigneusement formulée qu'on trouve un tel discours, on peut le reconnaître aussi bien dans la vie elle-même, les actes et réactions de l'homme, ses émotions et ses attitudes. Dans ce discours verbal ou seulement vital on ne comprend pas exclusivement les apories de notre existence comme autant de raisons d'incertitude et d'inquiétude, car elles y fonctionnent aussi bien comme le défi à nos demandes et recherches, comme les ouvertures si essentielles à nos besoins, comme un appel permanent à la transcendance. On pense ici à la transcendance du temps, du moment actuel auquel l'homme se dérobe par sa mémoire qui n'embrasse pas seulement le propre passé vécu, mais aussi, par tradition et par étude, toute une histoire de l'humanité ou d'une certaine civilisation, et l'homme échappe encore, d'une autre façon, à l'actualité momentanée par sa vision du futur et ses projets plus ou moins précalculés. Qu'on pense à la transcendance d'espace qui se réalise dans ses mouvements et

déplacements et, encore une fois, dans sa connaissance par tradition et par ses études ou même par son imagination jusqu'à l'autre bout du monde, par ses observations astronomiques et ses aventures si ingénieuses dans l'espace. Il y a transcendance de l'individualité de chaque homme, vaincue dès sa naissance (et antérieurement déjà) dans ses rapports sociaux s'étendant de l'intimité familiale jusqu'à la solidarité nationale et internationale, avec tout le poids de la notion de justice et du sens de charité. Il y a enfin une transcendance métaphysique, soit d'un idéalisme philosophique soit d'une foi religieuse transportant l'homme au-delà de sa propre origine vers une création en général, au-delà de ses propres forces vers une puissance divine, au-delà de sa mort prévue comme inévitable vers le mystère d'une autre existence. L'homme transcendant l'homme, voilà donc une formule universelle, s'ouvrant cependant à une très grande diversité d'interprétations, de contenu, de direction, de réalisation. Ici s'annonce déjà la contemporanéité d'universalité et de différenciation indiquée dans le titre de cette conférence.

3. Quant aux droits dits 'de l'homme' ou encore 'fondamentaux', il n'est pas permis de les détacher de tout concept de l'homme, de son être et essence, parce que, à cette idée d'homme, est étroitement liée la notion de ce qu'il doit être et doit faire. Ici, pour l'homme, dans toute notion d'être est incluse celle du devoir, de sa responsabilité, ou autrement dit, l'être humain en dépassant tout donné brut et limité, enfermé en soi, transcende vers tout ce qu'il pourrait et ce qu'il devrait être.

Son être est en même temps un devenir et son devenir n'est pas arbitraire, mais normatif. La distinction kantienne entre être et devoir, entre fait et norme est tout à fait correcte comme distinction, mais n'implique nullement la conséquence rigide de négliger, de nier même tout rapport de l'être au devoir-être. Ce rapport est indéniable à l'intérieur de tout acte humain, partant de la base de l'être donné au but attendu et intentionné qui à son tour se retrouve dans l'être.

En rejetant ainsi l'impératif catégorique de Kant on ne peut plus suivre par conséquent la théorie pure du droit de Hans Kelsen, sans changer, toutefois, dans l'autre camp, celui du réalisme juridique trop empirique et borné, soit d'origine américaine soit de signature scandinave. (3) C'est ainsi que les droits de l'homme doivent être considérés dans un cadre solide avec toute notion de l'homme lui-même, même si le discours là-dessus doit s'entrecroiser avec des réflexions métaphysiques, erreur fondamentale et horreur effrayante pour tous les kelsenien et les soi-disants réalistes. Suivis dans leur profondeur fondamentale les droits de l'homme s'avèrent comme découler du discours le plus profond de l'homme, cet être normatif, ou, dans les deux catégories introduites par Maihofer, cet être de morale et de technique, de la justice et de l'utilité efficace.

Or, un discours est un acte historique. Ici se trouve la source du caractère historique de toute notion de l'homme et de tout catalogue de ses droits spécifiques. Un tel catalogue, instrument de

droit national ou international, est toujours le fruit temporaire d'un processus pour incarner juridiquement certains aspects de l'homme dans la réalité sociale et politique d'une certaine période. Le discours s'arrête, les conclusions sont réduites aux formules juridiques souvent rétrécies à un seul aspect ou un seul intérêt de l'être humain, et en même temps exposées - comme toute formule parlée ou écrite - à une diversité d'interprétation, selon les circonstances, les intérêts, les dispositions qui entrent en jeu. Par leur codification les droits de l'homme, sans quitter toutefois - espérons-le - le fond de leur origine, sont encadrés dans la réalité de telle ou telle civilisation concrète et partagent l'historicité, la détermination historique de celle-ci. La prétention d'universalité des droits de l'homme, surtout dans les grands instruments internationaux comme la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948) et les deux Pactes internationaux relatifs resp. aux droits civils et politiques et aux droits économiques, sociaux et culturels (1966), cette prétention se trouve, malgré sa justification du point de vue philosophique quant à l'homme, sous l'impact, pour ne pas dire sous la pression d'une réalité avec toutes ses implications sociales, économiques, culturelles, politiques d'une certaine tradition et prévoyance, d'une certaine extension et limitation. Dès le moment où les droits de l'homme sortent du discours philosophique pour entrer dans le domaine de la documentation juridique ils risquent de gagner en efficacité au détriment de leur universalité. Concernant son application concrète, toute formule juridique apparemment universelle se heurte aux différences entre les civilisations,

à leurs systèmes politiques et sociaux, à leurs possibilités économiques, à leur développement culturel, à leurs croyances philosophiques et religieuses. La notion du temps se fait sentir ici par l'histoire ou plutôt les diverses histoires d'une multitude de nations, tandis que celle de l'espace se présente dans la diversité des états souverains ou du moins des 'blocs' et des continents.

4. La meilleure preuve de ces assertions se trouve dans l'histoire même qu'on peut écrire des droits de l'homme telle qu'elle s'est développée en Occident dès l'an 1215 (la célèbre Magna Charta en Angleterre) ou dès l'an 1789 (la Déclaration encore plus célèbre de la Révolution française) ou dès l'an 1948 pour aborder ainsi l'histoire contemporaine avec sa Déclaration universelle et tant d'autres documents plus récents encore, tous témoignant bien de l'historicité ('Geschichtlichkeit') des droits de l'homme. (4) Les catalogues où ils sont mentionnés, se multiplient et se modifient sans que l'on puisse en indiquer un comme complet et définitivement fermé à toute amélioration ou modification. C'est dire donc que le processus de leur formation et de leur formulation, loin d'être clos au sommet de leur plénitude, reste ouvert, par principe même, à tout développement futur. Et en ce qui concerne le problème de savoir si l'universalité serait du moins reconnue à la même époque et qu'ainsi les droits de l'homme garderaient du moins leur universalité par contemporanéité, on a beau lire comme un droit tout à fait fondamental celui de la non-discrimination, libellé comme suit: '... sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute

autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation...', ainsi les deux Pactes internationaux de 1966, on a beau lire cette jolie phrase qui semble garantir l'universalité d'une égalité absolue sur toute l'étendue mondiale, il faut s'en rappeler la déchéance trop évidente en pratique et même en théorie. Tels qu'ils sont conçus, les droits de l'homme rayonnent d'une universalité presque persuasive, mais également assez fallacieuse. L'idéaliste plus ou moins naif y lira plus que le politicien, juriste ou non, n'en réalise en pratique.

Encore une fois, l'universalité des droits de l'homme se pose comme une question en deux dimensions, celle du temps et celle de l'espace. La première, l'histoire de ces droits, rappelée brièvement ci-dessus indique déjà que cette universalité n'embrasse aucunement tous les temps. Bien que l'heure de leur entrée sous forme écrite ne soit que de second ordre, le manque de réalisation sociale, durant tant de siècles, doit suffire pour souligner la lenteur du processus historique de leur conception, de leur naissance et reconnaissance, de leur diffusion et leur efficacité.

Ce qui vaut ainsi pour le temps ne vaut pas moins pour l'espace. La dimension historique trouve, pour ainsi dire, son pendant dans la dimension géographique où les différences entre les diverses civilisations juridiques ne s'arrêtent pas aux règles purement techniques et institutionnelles, aux systèmes divergents des droits nationaux, mais se font suivre jusqu'au fondement de tout ordre juridique, le fondement qui n'est autre que l'homme celui-ci

étant le sujet définitif d'un tel ordre. C'est l'homme, la personne humaine, qui en est l'acteur, le sujet y agissant et non moins, en même temps, le sujet y jugé et traité comme personnellement responsable de ses actes dans leur signification juridique.

Qu'il soit vrai que précisément en ce qui concerne cette question fondamentale, plutôt que dans la structuration pour leur pratique et l'élaboration en détails techniques, plusieurs législations nationales semblent montrer une certaine convergence dépassant les frontières souvent arbitraires d'une souveraineté nationale et législative. En effet, il n'apparaît pas trop difficile de rassembler plusieurs ordres juridiques, techniquement bien divergents entr'eux, mais néanmoins s'accordant parfaitement quant à leur concept de l'homme en tant que décisif pour l'ensemble de tel ou tel système national du droit. C'est ainsi p.ex. que malgré les différences généralement reconnues dans les civilisations juridiques du monde occidental - pour ne relever ici que ce seul exemple de larges codifications d'une part, de 'common law' de l'autre - on est amené à observer une profonde convergence concernant l'homme, son existence et sa dignité, sa position sociale, ses droits inaliénables, ses devoirs fondamentaux. Certes, et ceci comme une remarque à part, cette observation n'admet point de négliger les différends internes qui - depuis quelques siècles déjà - se dessinent de plus en plus à l'intérieur de nos nations occidentales entre les idées, les idéaux et les idéologies d'origine religieuse et culturelle et de conséquence sociale et politique. En effet, une société vraiment démocratique et largement ouverte à la

liberté de discours, d'opinion et d'expression offre toute occasion de produire et de propager maintes différences et nuances opposées. Il reste toutefois un patrimoine commun de l'Occident qui se retrouve à la base des droits de l'homme tels qu'ils s'expriment dans les divers systèmes juridiques, les diverses constitutions nationales du monde occidental.

Or, non seulement les instruments nationaux ayant trait aux droits de l'homme prennent ici leur origine dans une civilisation dite 'occidentale', empreignée des pensées religieuses, philosophiques, scientifiques d'une certaine civilisation, bien large, il est vrai, mais néanmoins restreinte à quelques régions seulement et donc non-mondiale. Dès le début de la Déclaration universelle (1948) la fixation des droits de l'homme en droit international se déroule également dans un milieu où la civilisation occidentale est en mesure d'y laisser son indéniable empreinte. C'est pourquoi on entend des reproches dans le sens suivant (5): les pays occidentaux se sont acquis le monopole du concept de l'homme, de sa société et de ses activités culturelles, et conséquemment de ses droits fondamentaux. Après avoir libéré ou plutôt perdu leurs colonies ces pays continuent à coloniser les nouvelles nations non seulement par la voie économique (ou militaire même), mais moins visiblement, bien que d'une lourde influence, en atteignant la substance spirituelle de leurs cultures très anciennes et en leur imposant des idées souvent trop modernes qui leur sont étranges, voire même ennemies. Le droit international et ses

instruments tels que les traités et les conventions tendent à les monopoliser et à les fortifier juridiquement. Que faut-il en penser?

Ici nous nous approchons de la deuxième partie de notre exposé, à savoir l'expérience d'un membre de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations issues de l'Organisation internationale du Travail (l'OIT), une expérience qui s'étend sur plus d'une douzaine d'années.

II. L'universalité des instruments de l'OIT

5. Les instruments juridiques de l'OIT sont surtout les conventions et, à un moindre degré, les recommandations (laissons celles-ci hors de vue). En principe traitant du travail, de ses conditions et circonstances, de ses dangers et sa sécurité, de la liberté et des obligations, des problèmes de subordination et de cogestion, de toute l'assurance sociale etc., les conventions concernent surtout les questions essentielles pour la vie humaine, tant individuelle que sociale et touchent, en conséquence, plusieurs 'droits de l'homme'. Elles se trouvent, en outre, sous l'impact des objectifs généraux de l'OIT tels qu'ils sont formulés dans sa Constitution (1919) et la Déclaration supplétoire (Philadelphie 1944). Écoutons ses formules libellées ainsi (je cite littéralement): les mesures seront prises 'sur la base de la justice sociale' en vue de 'la protection des enfants, des adolescents et des femmes'; on y parle d'un 'régime de travail vraiment humain', de l'affirmation du 'principe de liberté syndicale', en rejetant toute

discrimination 'de race, de croyance ou de sexe' et soutenant pour 'tous les êtres humains' leur progrès matériel et leur développement spirituel dans la liberté et la dignité avec des chances égales pour tous. Dans ces formules il faut lire 'le but central de toute politique nationale et internationale'. Comme des conditions indispensables d'un progrès soutenu sont exigées encore 'la liberté d'expression et d'association' ainsi que 'la participation des travailleurs et des employeurs, par leurs représentants, à de libres discussions et à des décisions de caractère démocratique'. Une telle anthologie d'expressions générales concernant l'homme, tout homme, et sa position fondamentale dans le monde de son travail doit suffire pour constater que l'OIT se sert de termes fort généraux concernant l'homme et ses conditions de vie. Bref, le point de départ de cette Organisation aussi bien que ses objectifs sont choisis dans un concept universel de l'homme et de ses droits dans le domaine du travail, le champ de ses activités. (6)

6. En jetant le regard non seulement sur ces instruments de base, mais également sur les conventions se multipliant d'année en année, on est fondé à observer à côté de l'universalité d'une apparence 'dogmatique', 'fixée', 'statique', une tendance croissante de différenciation, de prudence différentielle. Une certaine indication de cette 'vertu' se trouve déjà dans la Constitution et son annexe, la Déclaration, où l'on lit qu'il faut avoir 'égard aux pays dans lesquels le climat, le développement incomplet de l'organisation industrielle ou d'autres circonstances particulières

rendent les conditions de l'industrie essentiellement différentes' (Const., art. 19, al. 3) et qu'il faut tenir compte 'de tous les facteurs économiques et financiers pertinents' (Décl. partie II, sub e). Il en suit la nécessité de modifications pour répondre aux conditions propres à certains pays (Const., ibid.). On s'est donc rendu compte du fait que l'universalité de cette Organisation mondiale et de ses instruments n'empêche aucunement de différencier prudemment selon certaines circonstances. Il ne s'agit, cependant, que des circonstances économiques: le développement incomplet de l'industrie, les facteurs économiques et financiers. C'est dire en même temps qu'on ne touche qu'à certaines conditions de vie seulement, mais que tout cela n'attente guère à l'universalité et l'unicité du concept de l'homme et de tous ses besoins, concept fondamental sur lequel repose l'OIT avec toutes ses prétentions humaines, ses instruments juridiques, ses activités d'assistance et de contrôle.

Cependant, dans leur élaboration juridique des objectifs et des moyens de l'OIT les conventions, sans jamais perdre de vue les principes indiqués, se montrent de plus en plus susceptibles pour des facteurs autres qu''économiques et financiers' et pour un but plus large que le développement industriel. Dès les premières conventions, donc dès le début de 1919, on s'occupe de la protection spéciale des enfants, des jeunes, des femmes, avec une préoccupation assidue quant à l'hygiène, la santé, le bien-être physique, social et moral de ces personnes. Une telle protection de valeurs humaines autres que celles tenant à une industrie fort développée et

étroitement liées aux droits de l'homme fait partie du fondement de l'OIT et de quelques conventions des plus anciennes jusqu'aux plus récentes.

Il ne faut pas négliger pourtant - voici une autre remarque à part - une certaine tendance, d'origine féministe, à infléchir cette ligne protectrice à tout travail féminin. La distinction de cette protection spéciale visée en faveur des travailleuses est éprouvée comme une discrimination déshonnête à l'égard des femmes, comme des 'personae miserabiles'. Est-ce que le concept de l'homme et des valeurs humaines dignes de mesures protectrices est pensé de trop par l'homme masculin où l'homme féminin, la femme consciente de soi, ne se reconnaît qu'insuffisamment?

7. Regardons quelques conventions traitant d'autres valeurs humaines. Il y en a quelques-unes s'occupant exclusivement des travailleurs indigènes. On les trouve dans les années autour de la Seconde Guerre mondiale, des conventions qui reflètent encore la période coloniale, dans sa dernière phase déjà, celle d'une certaine attention, juridique même, pour la dignité et les propres valeurs des peuples colonisés. Je nomme seulement les conventions nos. 64 et 65 (1939) et 86 (1947). Plus jeunes et plus encadrées dans les problèmes actuels sont la convention no. 107 relative aux populations aborigènes et tribales (1957) et celles sur les travailleurs migrants, les nos. 97 (1949) et 143 (1975). Ces conventions, tout en traitant évidemment des droits fondamentaux de l'homme, présentent clairement une 'prudence différentielle' visant

également le fond des choses. Dans la première convention le progrès social et une intégration progressive sont des objectifs certains à poursuivre et à réaliser, tandis que doivent être respectées en même temps les traditions, les coutumes et les institutions, les valeurs culturelles et religieuses, propres à ces populations. Toute mesure en vue de l'assimilation artificielle est rejetée et tout danger que peut entraîner un bouleversement des valeurs et des institutions de tradition est souligné. Cette prudence donc, dont on ne peut guère nier l'ambiguïté en connexion avec l'autre objectif, celui du progrès social et du développement économique, repose sur un concept plutôt pluraliste qu'unique de l'homme. En permettant ou même prescrivant une différenciation de mesures et de dispositions sous cet angle de vue, une telle convention rompt au moins le monopole du 'homo economicus'.

Un sujet semblable menant à une pluralité de dispositions sur la base d'une pluralité de besoins et d'ambitions fondamentales de l'homme s'impose dans le phénomène des travailleurs migrants. Les deux conventions mentionnées ci-dessus contiennent une évidente préoccupation de pluralisme en stipulant par exemple que chaque état-membre lié par la seconde, celle de 1975 (no. 143), doit 'tout mettre en oeuvre en vue d'aider et d'encourager les efforts des travailleurs migrants et de leurs familles visant à préserver leur identité nationale et ethnique ainsi que leurs liens culturels avec leur pays d'origine'. C'est la formulation positive qui doit attirer notre attention: 'tout mettre en oeuvre en vue d'aider et d'encourager' (etc.). L'admission de cette différenciation n'est pas

une question d'aimable tolérance, mais exige la pleine coopération de l'autorité publique. Par cette formule loin d'internationaliser ou de neutraliser tous les travailleurs se basant sur un seul concept de l'homme, une riche diversité d'éléments nationaux, ethniques et culturels est pleinement reconnue dans les activités juridiquement obligatoires en faveur des travailleurs migrants et de leurs familles.

Voici encore une autre ouverture à la pluralité d'opinions de l'homme exprimée dans ce dernier mot: Qu'est-ce que c'est que 'la famille'? Les conventions n'en donnent pas de définition et semblent supposer l'univocité de cette expression. Elles tiennent beaucoup au respect et au regroupement des familles et, en obligeant d'éviter la dislocation de la vie familiale, elles y ajoutent même celle 'de toute cellule sociale traditionnelle'. Il se pourrait donc qu'il faille comprendre une grande diversité de communautés existentielles, à considérer comme des cellules sociales d'une tradition de parenté ou d'attachement.

Ce sont ces aspects dont la Commission ne s'arrêtant pas à la seule idée de l'homme dans ses intérêts matériels, est bien obligée de se rendre compte.

Il est étonnant pourtant que dans les rapports annuels de la Commission on ne rencontre que par exception rarissime des remarques concernant le maintien de l'identité ethnique, le souci de valeurs traditionnelles, etc. La pluralité dans l'idée d'homme et ses droits

essentiels, bien que clairement reconnue dans les dispositions de certaines conventions semble, dans la pratique de la Commission, plutôt dominée d'une préoccupation plus grande et plus grave concernant les conditions de vie et de travail dans le sens économique. La lutte contre la pauvreté et toute misère matérielle réclame pour ainsi dire toute l'attention de la Commission dans son contrôle trop marginal. Ce qu'il faut retenir, toutefois, c'est l'acceptation claire par certaines conventions d'un concept de l'homme s'ouvrant non seulement aux besoins physiques et matériels, mais plus profondément à ceux de sa vie morale, traditionnelle, religieuse. Dans ce domaine-ci plusieurs divergences sont devenues évidentes et sûrement non moins importantes que lorsqu'il s'agit de bien-être physique, de salaire suffisant, de sécurité sociale.

8. Or, tandis que les conventions de l'OIT font mention d'une certaine diversité qui, quoique pénétrant jusqu'au fond du concept de l'homme semble effacée ou ne relève guère des rapports de la Commission, les lecteurs de ceux-ci seront frappés d'un différend clairement prononcé sous forme d'opinions dissidentes. A la base de ces opinions se trouve sans doute un seul dissentiment sur l'idée de l'homme et de sa position sociale, donc sur ses droits fondamentaux. En signalant 'l'existence de différents systèmes socio-économiques' les auteurs de ces opinions ont en vue la différence entre les pays communistes et les autres appelés 'capitalistes'. Ils se réfèrent ensuite au système international contemporain reposant sur 'la prise en considération du phénomène de la coexistence pacifique des Etats

ayant des systèmes socio-économiques différents'. C'est précisément là où une convention ne regarde pas seulement quelque structure juridique, mais touche directement le bien-être humain dans toute son ampleur que le dissentiment fait naître le différend exprimé dans une opinion dissidente à laquelle la Commission se doit de présenter une réponse pour fortifier et clarifier sa propre prise de position. Je cite: 'tout en notant les diverses conditions politiques, économiques et sociales existants dans différents pays', la Commission 'doit examiner d'un point de vue juridique, dans quelle mesure les pays qui ont ratifié les conventions donnent effet, par leur législation et leur pratique, aux obligations qui en découlent, quel que soit leur système politique, social ou économique'.

La divergence se fait sentir surtout dans les observations concernant la convention no. 87 de 1947 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical et, en outre, plusieurs fois aussi concernant la convention de 1930 sur le travail forcé ou obligatoire (no. 29). Ces deux conventions si étroitement liées à la liberté individuelle (ou plutôt: personnelle et par cela universelle) et appartenant par conséquent au fond essentiel des droits de l'homme, n'admettent aucunement une conception de l'homme qui entraverait sa liberté de choix quant à son travail et à son association syndicale. Aussi l'un et l'autre des systèmes opposés professent-ils une séparation essentielle entre des idées contradictoires de l'homme et du sens de sa liberté. C'est ici que l'universalité des droits de l'homme est contrariée par une profonde divergence quant à l'idée

d'homme, une divergence qui ne jaillit pas d'une tradition de culture divergente, mais d'un système politique autour d'une autre philosophie sur l'homme. L'homme est-il personne libre de soi et contribuant librement au bien commun par son travail et par ses relations librement engagées, ou, inversement, un élément d'un vaste système politique et économique lui attribuant son travail exigé de lui permettant de prendre part à son mouvement syndical préfabriqué et sévèrement surveillé d'un parti politique? Le droit de certains pays 'socialistes' et celui d'autres pays, précisément en fonction de ces quelques conventions de l'OIT susmentionnées, présentent des différences dérivant du plus profond d'une anthropologie philosophique.

9. Ne passons pas non plus sous silence une autre importante différenciation qu'on rencontre dans le domaine des civilisations et des traditions culturelles. Il y a encore plus que la dichotomie et la profonde séparation entre les concepts de l'homme des deux 'blocs' politiques, nommés 'l'occidental' et 'le socialiste'. Serait-il possible de maintenir l'universalité du concept de l'homme et, en conséquence, de ces droits fondamentaux vis-à-vis de quelques grandes 'familles' de droit se dessinant sur le fond de plusieurs grandes tendances spirituelles telles que: la civilisation chrétienne ou occidentale; la civilisation islamique; la civilisation hindoue; celle du bouddhisme; les très diverses cultures dites 'primitives' de l'animisme?

Le grand comparatiste français René David (8) les a arrangés d'une autre façon: la famille romano-germanique; la famille du 'common law' (malgré les connexions indéniables entre ces deux familles); la famille de législation socialiste; la famille de l'Islam; celle des communautés hindoues, donc surtout de l'Inde; l'Extrême-Orient, faisant distinction inévitable entre la Chine et le Japon; enfin (dans quelques pages seulement) les familles législatives du continent africain et de la République malgache. Quoiqu'il en soit je ne connais pas encore une étude de droit comparé précisément ayant trait aux droits de l'homme ce qui, sans doute, vaudrait au plus haut degré la peine d'une recherche fondamentale.

Revenons cependant au sein de notre Commission en reprenant ses rapports annuels et ses études monographiques, le tout en tant que publié. On est frappé du fait qu'il n'y apparaît aucun dissentiment de principe sauf celui signalé déjà entre les pensées occidentales et communistes au regard du droit au travail et à la liberté syndicale. Ni la composition de la Commission assez variée pour y trouver tout un éventail d'idées sur l'homme et ses droits fondamentaux, ni le contenu des conventions assez précises sur des sujets délicats comme la liberté et la dignité de l'homme dans son travail, toute non-discrimination, ce principe de 'travail égal, salaire égal', le rôle de la femme dans la société moderne, le sens de 'la famille ou de toute cellule sociale traditionnelle' et son maintien en cas de migration, le progrès social compris souvent comme le développement de l'industrie et du commerce technologiques,

l'urbanisation aussi bien que la protection des sociétés plutôt villageoises, bref sur tant de sujets ayant trait aux fondements de la vie sociale donnant lieu à une grande variété d'opinions non moins fondamentales, - ni cette composition fort variée de la Commission ni ce contenu fondamental des conventions ne se retrouvent dans les documents de la Commission.

III. Universalité plurielle?

10. On est justifié de poser ici la question - et voici le point final de mon exposé -: comment faudrait-il juger cet accord notoire, cette harmonie presque touchante au regard des différends et désaccords conflictuels qui, en revanche, ne cessent pas d'inquiéter le monde socio-politique de nos jours dans ce domaine? Il y aurait, à première vue, deux réponses possibles.

La première serait celle-ci: la prédominance d'une seule culture, notamment notre culture de caractère occidental, s'est accaparée (a usurpé même) une position tellement forte dans le monde entier qu'elle est à même de s'imposer (encore? pour le proche avenir seulement?) à toute 'législation' d'origine internationale et à toute une commission en dépit de sa composition intentionnellement variée. Cette, donc notre, civilisation l'emporte par la force historique, soutenue par le facteur économique, d'un développement avancé, sur la diversité d'idées fondamentales de l'homme, de la justice, du droit, des droits fondamentaux de l'homme. C'est dire donc que l'on s'arrête au temps

actuel et qu'on laisse au cours de l'histoire le soin de reprendre et de redistribuer éventuellement la force aussi bien que l'influence de telle ou telle civilisation. En face de la différenciation indéniable on se sent en principe indifférent, bien que les occidentaux puissent se réjouir de leur prestige actuel. Pour nous en tenir au concert international du moment nous constatons que la plupart des participants à toutes ces organisations et commissions sont assez fiers de leur éducation, universitaire ou autre, de signature occidentale (en Grande-Bretagne, en France, aux Etats-Unis), malgré leur origine de toutes autres parties du monde. Si cette éducation doit être considérée comme la cause de cette harmonie concernant les droits de l'homme, cette harmonie ne témoignerait que d'une pseudo-universalité, condamnée à disparaître dès que la présence occidentale se ferait moins forte.

L'autre réponse concernant la solidité de l'accord universel découle d'une conviction inébranlable selon laquelle c'est précisément l'idée occidentale de l'homme et de ses conséquences pour ses droits fondamentaux qui embrasse toute une vérité infaillible dans ce domaine, bien élevée sur les contingences d'un processus historique, et qui, conséquemment, est appelée à être dogmatisée une fois pour toutes telle qu'elle se trouve prononcée dans les documents juridiques concernés. Ils mériteraient donc, ces documents, le monopole absolu quant aux droits de l'homme et ils devraient être défendus et propagés avec acharnement. Et si d'autres civilisations n'adhéraient pas à notre concept de l'homme,

elles auraient besoin d'une conversion tant fondamentale qu'indispensable. Que nous soyons les apôtres d'une telle conversion! La prétention de la prédominance nécessaire ne serait donc pas un produit plus ou moins fortuit de quelques facteurs historiques et d'un ascendant transitoire, mais elle serait enracinée dans l'essence même de l'homme et devrait donc être reconnu comme définitive en suite de la vraie 'nature' de l'homme. La position dominante dont l'Occident s'est emparée durant notre histoire civilisatrice serait de par sa nature essentielle et permanente et devrait donner pour tous les temps et pour le monde entier le ton décisif pour tous les droits de l'homme.

11. Aucune de ces deux réponses qui, en effet, semblent à même d'éclaircir 'sociologiquement' - pas philosophiquement - la réalité actuelle, ne suffirait, à mon avis, pour la question plus importante, la question morale: quelle devrait être notre tâche de juriste international, notre attitude, notre vocation en face de la situation problématique, celle de l'universalité prétendue des droits de l'homme et la pluralité des civilisations s'occupant d'eux. Ni la relativité purement historique aboutissant en fin de compte à l'indifférence totale ni le monopole absolu d'un seul concept de l'homme et de ses droits sont à même d'indiquer suffisamment toute la complexité des questions en jeu. La pluralité et la diversité des civilisations selon l'axe historique (temps) et selon l'axe géographique (espace) n'admettent pas une de ces deux alternatives en excluant l'autre. Laquelle donc serait recommandable et acceptable?

Or, sans abandonner la propre conviction concernant le concept d'homme tel qu'il s'est développé pendant deux millénaires et même plus, notre attitude sur le terrain des droits de l'homme doit bien rester grandement ouverte vers d'autres conceptions et doit être imprégnée d'une ouverture d'esprit consciencieuse de pensées différentes. (9) Il y a trois exigences qui peuvent se formuler comme suit: 1. le maintien d'une ferme conviction quant au concept de l'homme jusqu'à son fond métaphysique et à ses besoins et circonstances actuels plutôt en forme d'un discours dialogué qu'en une formule dogmatique; 2. une large compréhension de toutes les différences de tant de civilisations précisément à l'égard de l'homme, de sa position sociale et de cette diversité se présentant dans la confrontation mondiale de notre temps; 3. une tolérance intentionnelle et prudente dans les conditions modernes d'internationalisation et de migration, surtout pour respecter les opinions et traditions d'origine culturelle et religieuse.

L'ensemble de ces trois exigences pourrait apparaître paradoxal, pour ne pas dire contradictoire. C'est la seule manière, toutefois, adéquate à la complexité, au paradoxe, oui, aux contradictions de la situation actuelle. Quant aux droits de l'homme le danger n'est pas du tout imaginaire qu'ils se trouvent pervertis en des devises, des cris, des phrases sonores mais vides, des 'slogans' trop simplistes et fanatiques. Pour manier les droits de l'homme en pratique - voici que nous revenons au thème fondamental d''utilitarisme et d'efficacité' par rapport aux idées de justice et de morale - , pour en faire des arguments persuasifs pour tel ou tel

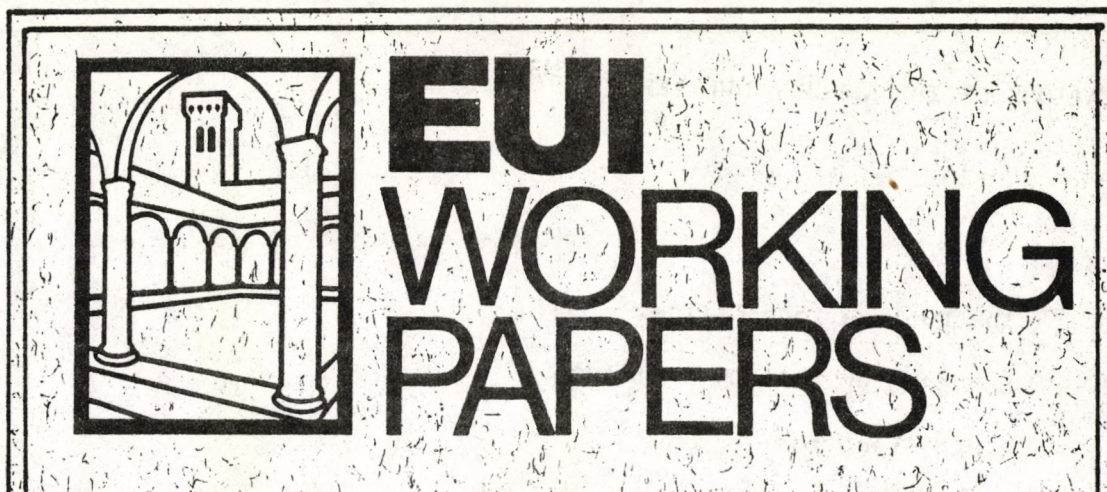
système, ou contre tel autre, pour les insérer comme des motifs décisifs dans un jugement de rigueur, on a besoin, malgré toute l'importance de cette matière, de prudence, de largesse, de réserve, bref d'une grande sagesse sociale. Dans le besoin de cet équilibre fort précaire j'ose voir une vocation spéciale de notre monde occidental, oui de l'Europe occidentale, à cette époque où un déclin de culture vers l'indifférence et l'agnosticisme d'une part, l'insistance de fanatisme et d'abus de pouvoir de l'autre ne s'arrêtent même plus devant l'homme et ses droits inaliénables.

Notes

1. Sur l'importance du concept de 'personne' pour les droits de l'homme mon essai Recht, Mensch, Person, dans: W. Hassemer (éd.), Dimensionen der Hermeneutik, Heidelberg 1984, p. 15.
2. Comp. encore ma contribution à l'Album amicorum J.G. Sauveplanne: Unification, Deventer (etc.) 1984, p. 251; L'universalité des droits de l'homme comme problème de droit comparé (avec plus de littérature). Va paraître dans quelques mois mon rapport (en néerlandais): Mensenrechten in rechtsvergelijking, Deventer 1984, avec beaucoup plus de détails.
3. Pour une orientation là-dessus assez vaste: L. Recaséns Siches, Panorama del Pensamiento jurídica en el Siglo XX, Mexico 1963, cap. 15 et 33. Plus concis, mais fort précis: Edgar Bodenheimer, Jurisprudence, Cambridge Mass. 1974(2).
4. V. ma conférence Grundrechte und Geschichtlichkeit, Marburg L. 1960.
5. S. Prakash Sinha, Human Rights: A non-Western Viewpoint, dans ARSP, vol. LXVII (1981), p. 76. Dans leur Universelles

Voelkerrecht, Berlin 1976, les auteurs A. Verdross et Br. Simma ne s'occupent qu'insuffisamment de ce problème.

6. Le livre-standard sur l'OIT et ses activités: Nic. Valticos, Droit international du travail, t. VIII de G.H. Camerlynck, Droit du Travail, 1983.
7. Pour les détails mon essai Frauen und Kinder, Jugend und Familie als Richtpunkte in den Konventionen der IAO (Festschrift - G. Beitzke 1979), dans: J.J. M. van der Ven, *Ius humanum*; Das Menschliche und das Rechtliche, Frankfurt M. 1981, p. 112.
8. René David, Les grands systèmes de droit contemporains, dont la 8me. éd. en 1982. Une édition en anglais: R. David/John E.C. Brierley, Major Legal Systems in the World Today, London 1978.
9. Comp. un Colloque de Bordeaux 1977: Régionalisme et universalisme dans le droit international contemporain, pour notre domaine du travail surtout la contribution de N. Valticos. Ou la Rencontre 1980 dans l'Institut international d'études européennes à Bolzano, intitulée L'uomo europeo e il suo incontro con le altre civiltà, mais sans référence spéciale au droit.



EUI Working Papers are published and distributed by the European University Institute, Florence.

Copies can be obtained free of charge -- depending on the availability of stocks -- from:

The Publications Officer
European University Institute
Badia Fiesolana
I-50016 San Domenico di Fiesole(FI)
Italy

Please use order form overleaf.

To : The Publications Officer
European University Institute
Badia Fiesolana
I-50016 San Domenico di Fiesole (FI)
Italy

From : Name.....
Address.....
.....
.....
.....
.....

Please send me the following EUI Working Paper(s):

No.:.....

Author, title:.....
.....
.....
.....
.....

Date:.....

Signature:

.....



PUBLICATIONS OF THE EUROPEAN UNIVERSITY INSTITUTE

EUI WORKING PAPERS

- | | |
|---|---|
| 1: Jacques PELKMANS | The European Community and the Newly Industrialized Countries |
| 2: Joseph H.H. WEILER | Supranationalism Revisited - Retrospective and Prospective. The European Communities After Thirty Years |
| 3: Aldo RUSTICHINI | Seasonality in Eurodollar Interest Rates |
| 4: Mauro CAPPELLETTI/
David GOLAY | Judicial Review, Transnational and Federal: Impact on Integration |
| 5: Leonard GLESKE | The European Monetary System: Present Situation and Future Prospects |
| 6: Manfred HINZ | Massenkult und Todessymbolik in der national-sozialistischen Architektur |
| 7: Wilhelm BURKLIN | The "Greens" and the "New Politics": Goodbye to the Three-Party System? |
| 8: Athanasios MOULAKIS | Unilateralism or the Shadow of Confusion |
| 9: Manfred E. STREIT | Information Processing in Futures Markets. An Essay on the Adequacy of an Abstraction |
| 10: Kumaraswamy VELUPILLAI | When Workers Save and Invest: Some Kaldorian Dynamics |
| 11: Kumaraswamy VELUPILLAI | A Neo-Cambridge Model of Income Distribution and Unemployment |
| 12: Kumaraswamy VELUPILLAI/
Guglielmo CHIODI | On Lindahl's Theory of Distribution |
| 13: Gunther TEUBNER | Reflexive Rationalitaet des Rechts |
| 14: Gunther TEUBNER | Substantive and Reflexive Elements in Modern Law |
| 15: Jens ALBER | Some Causes and Consequences of Social Security Expenditure Development in Western Europe, 1949-1977 |

- | | |
|------------------------------------|--|
| 16:Ian BUDGE | Democratic Party Government: Formation and Functioning in Twenty-One Countries |
| 17:Hans DAALDER | Parties and Political Mobilization: An Initial Mapping |
| 18:Giuseppe DI PALMA | Party Government and Democratic Reproducibility: The Dilemma of New Democracies |
| 19:Richard S. KATZ | Party Government: A Rationalistic Conception |
| 20:Juerg STEINER | Decision Process and Policy Outcome: An Attempt to Conceptualize the Problem at the Cross-National Level |
| 21:Jens ALBER | The Emergence of Welfare Classes in West Germany: Theoretical Perspectives and Empirical Evidence |
| 22:Don PATINKIN | Paul A. Samuelson and Monetary Theory |
| 23:Marcello DE CECCO | Inflation and Structural Change in the Euro-Dollar Market |
| 24:Marcello DE CECCO | The Vicious/Virtuous Circle Debate in the '20s and the '70s |
| 25:Manfred E. STREIT | Modelling, Managing and Monitoring Futures Trading: Frontiers of Analytical Inquiry |
| 26:Domenico Mario NUTI | Economic Crisis in Eastern Europe - Prospects and Repercussions |
| 27:Terence C. DAINTITH | Legal Analysis of Economic Policy |
| 28:Frank C. CASTLES/
Peter MAIR | Left-Right Political Scales: Some Expert Judgements |
| 29:Karl HOHMANN | The Ability of German Political Parties to Resolve the Given Problems: the Situation in 1982 |
| 30:Max KAASE | The Concept of Political Culture: Its Meaning for Comparative Political Research |

- 31:Klaus TOEPFER
Possibilities and Limitations of a
Regional Economic Development Policy
in the Federal Republic of Germany
- 32:Ronald INGLEHART
The Changing Structure of Political
Cleavages Among West European Elites
and Publics
- 33:Moshe LISSAK
Boundaries and Institutional Linkages
Between Elites: Some Illustrations
from Civil-Military Elites in Israel
- 34:Jean-Paul FITOUSSI
Modern Macroeconomic Theory: An
Overview
- 35:Richard M. GOODWIN/
Kumaraswamy VELUPILLAI
Economic Systems and their Regulation
- 36:Maria MAGUIRE
The Growth of Income Maintenance
Expenditure in Ireland, 1951-1979
- 37:G. LOWELL FIELD/
John HIGLEY
The States of National Elites and the
Stability of Political Institutions in
81 Nations, 1950-1982
- 38:Dietrich HERZOG
New Protest Elites in the Political
System of West Berlin: The Eclipse of
Consensus?
- 39:Edward O. LAUMANN/
David KNOKE
A Framework for Concatenated Event
Analysis
- 40:Gwen MOOR/
Richard D. ALBA
Class and Prestige Origins in the
American Elite
- 41:Peter MAIR
Issue-Dimensions and Party Strategies
in the Irish republic, 1948-1981: The
Evidence of Manifestos
- 42:Joseph H.H. WEILER
Israel and the Creation of a Palestine
State. The Art of the Impossible and
the Possible
- 43:Franz Urban PAPPI
Boundary Specification and Structural
Models of Elite Systems: Social
Circles Revisited
- 44:Thomas GAWRON/
Ralf ROGOWSKI
Zur Implementation von
Gerichtsurteilen. Hypothesen zu den
Wirkungsbedingungen von Entscheidungen
des Bundesverfassungsgerichts

- 45:Alexis PAULY/
René DIEDERICH
Migrant Workers and Civil Liberties
- 46:Alessandra VENTURINI
Is the Bargaining Theory Still an
Effective Framework of Analysis for
Strike Patterns in Europe?
- 47:Richard A. GOODWIN
Schumpeter: The Man I Knew
- 48:J.P. FITOUSSI/
Daniel SZPIRO
Politique de l'Emploi et Réduction de
la Durée du Travail
- 49:Bruno DE WITTE
Retour à Costa. La Primauté du Droit
Communautaire à la Lumière du Droit
International
- 50:Massimo A. BENEDETTELLI
Eguaglianza e Libera Circolazione dei
Lavoratori: Principio di Eguaglianza e
Divieti di Discriminazione nella
Giurisprudenza Comunitaria in Materia
di Diritti di Mobilità Territoriale e
Professionale dei Lavoratori
- 51:Gunther TEUBNER
Corporate Responsibility as a Problem
of Company Constitution
- 52:Erich SCHANZE
Potentials and Limits of Economic
Analysis: The Constitution of the Firm
- 53:Maurizio COTTA
Career and Recruitment Patterns of
Italian Legislators. A Contribution of
the Understanding of a Polarized
System
- 54:Mattei DOGAN
How to become a Cabinet Minister in
Italy: Unwritten Rules of the
Political Game
- 55:Mariano BAENA DEL ALCAZAR/
Narciso PIZARRO
The Structure of the Spanish Power
Elite 1939-1979
- 56:Berc RUSTEM/
Kumaraswamy VELUPILLAI
Preferences in Policy Optimization and
Optimal Economic Policy
- 57:Giorgio FREDDI
Bureaucratic Rationalities and the
Prospect for Party Government
- 59:Christopher Hill/
James MAYALL
The Sanctions Problem: International
and European Perspectives

- 60:Jean-Paul FITOUSSI Adjusting to Competitive Depression.
The Case of the Reduction in Working
Time
- 61:Philippe LEFORT Idéologie et Morale Bourgeoise de la
Famille dans le Ménager de Paris et le
Second Libro di Famiglia, de L.B.
Alberti
- 62:Peter BROCKMEIER Die Dichter und das Kritisieren
- 63:Hans-Martin PAWLOWSKI Law and Social Conflict
- 64:Marcello DE CECCO Italian Monetary Policy in the 1980s
- 65:Gianpaolo ROSSINI Intraindustry Trade in Two Areas: Some
Aspects of Trade Within and Outside a
Custom Union
- 66:Wolfgang GEBAUER Euromarkets and Monetary Control: The
Deutschemark Case
- 67:Gerd WEINRICH On the Theory of Effective Demand
under Stochastic Rationing
- 68:Saul ESTRIN/
Derek C. JONES The Effects of Worker Participation
upon Productivity in French Producer
Cooperatives
- 69:Berc RUSTEM
Kumaraswamy VELUPILLAI On the Formalization of Political
Preferences: A Contribution to the
Frischian Scheme
- 70:Werner MAIHOFFER Politique et Morale
- 71:Samuel COHN Five Centuries of Dying in Siena:
Comparison with Southern France
- 72:Wolfgang GEBAUER Inflation and Interest: the Fisher
Theorem Revisited
- 73:Patrick NERHOT Rationalism and the Modern State
- 74:Philippe SCHMITTER Democratic Theory and Neo-Corporatist
Practice
- 75:Sheila A. CHAPMAN Eastern Hard Currency Debt 1970-83. An
Overview

- 76:Richard GRIFFITHS Economic Reconstruction Policy in the Netherlands and its International Consequences, May 1945 - March 1951
- 77:Scott NEWTON The 1949 Sterling Crisis and British Policy towards European Integration
- 78:Giorgio FODOR Why did Europe need a Marshall Plan in 1947?
- 79:Philippe MIOCHE The Origins of the Monnet Plan: How a Transitory Experiment answered to Deep-Rooted Needs
- 80:Werner ABELSHAUSER The Economic Policy of Ludwig Erhard
- 81:Helge PHARO The Domestic and International Implications of Norwegian Reconstruction
- 82:Heiner R. ADAMSEN Investitionspolitik in der Bundesrepublik Deutschland 1949-1951
- 83:Jean BOUVIER Le Plan Monnet et l'Economie Française 1947-1952
- 84:Mariuccia SALVATI Industrial and Economic Policy in the Italian Reconstruction
- 85:William DIEBOLD, Jr. Trade and Payments in Western Europe in Historical Perspective: A Personal View By an Interested Party
- 86:Frances LYNCH French Reconstruction in a European Context
- 87:Gunther TEUBNER Verrechtlichung. Begriffe, Merkmale, Grenzen, Auswege
- 88:Maria SPINEDI Les Crimes Internationaux de l'Etat dans les Travaux de Codification de la Responsabilité des Etats Entrepris par les Nations Unies
- 89:Jelle VISSER Dimensions of Union Growth in Postwar Western Europe
- 90:Will BARTLETT Unemployment, Migration and Industrialization in Yugoslavia, 1958-1977

- | | |
|--|--|
| 91:Wolfgang GEBAUER | Kondratieff's Long Waves |
| 92:Elisabeth DE GHELLINCK/
Paul A. GEROSKI/
Alexis JACQUEMIN | Inter-Industry and Inter-Temporal
Variations in the Effect of Trade on
Industry Performance |
| 93:Gunther TEUBNER/
Helmut WILLKE | Kontext und Autonomie.
Gesellschaftliche Selbststeuerung
durch Reflexives Recht |
| 94:Wolfgang STREECK/
Philippe C. SCHMITTER | Community, Market, State- and
Associations. The Prospective
Contribution of Interest Governance
to Social Order |
| 95:Nigel GRIFFIN | "Virtue Versus Letters": The Society
of Jesus 1550-1580 and the Export of
an Idea |
| 96:Andreas KUNZ | Arbeitsbeziehungen und
Arbeitskonflikte im oeffentlichen
Sektor. Deutschland und
Grossbritannien im Vergleich 1914-1924 |
| 97:Wolfgang STREECK | Neo-Corporatist Industrial Relations
and the Economic Crisis in West
Germany |
| 98:Simon A. HORNER | The Isle of Man and the Channel
Islands - A Study of their Status
under Constitutional, International
and European Law |
| 99:Daniel ROCHE | Le Monde des Ombres |
| 84/100:Gunther TEUBNER | After Legal Instrumentalism? |
| 84/101:Patrick NERHOT | Contribution aux Débats sur le Droit
Subjectif et le Droit Objectif comme
Sources du Droit |
| 84/102:Jelle VISSER | The Position of Central Confederations
in the National Union Movements |
| 84/103:Marcello DE CECCO | The International Debt Problem in the
Inter-War Period |
| 84/104:M. Rainer LEPSIUS | Sociology in Germany and Austria 1918-
1945. The Emigration of the Social
Sciences and its Consequences. The |

- | | |
|--|---|
| | Development of Sociology in Germany
after the Second World War, 1945-1967 |
| 84/105:Derek JONES | The Economic Performances of Producer
Cooperations within Command Economies:
Evidence for the Case of Poland |
| 84/106:Philippe C. SCHMITTER | Neo-Corporatism and the State |
| 84/107:Marcos BUSER | Der Einfluss der Wirtschaftsverbände
auf Gesetzgebungsprozesse und das
Vollzugswesen im Bereich des
Umweltschutzes |
| 84/108:Frans van WAARDEN | Bureaucracy around the State: Varieties
of Collective Self-Regulation in the
Dutch Dairy Industry |
| 84/109:Ruggero RANIERI | The Italian Iron and Steel Industry
and European Integration |
| 84/110:Peter FARAGO | Nachfragemacht und die kollektiven
Reaktionen der Nahrungsmittelindustrie |
| 84/111:Jean-Paul FITOUSSI/
Kumuraswamy VELUPILLAI | A Non-Linear Model of Fluctuations in
Output in a Mixed Economy |
| 84/112:Anna Elisabetta GALEOTTI | Individualism and Political Theory |
| 84/113:Domenico Mario NUTI | Mergers and Disequilibrium in Labour-
Managed Economies |
| 84/114:Saul ESTRIN/Jan SVEJNAR | Explanations of Earnings in
Yugoslavia: The Capital and Labor
Schools Compared |
| 84/115:Alan CAWSON/John BALLARD | A Bibliography of Corporatism |
| 84/116:Reinhard JOHN | On the Weak Axiom of Revealed
Preference Without Demand Continuity
Assumptions |
| 84/117:Richard T.GRIFFITHS/Frances
M.B. LYNCH | The FRITALUX/FINEBEL Negotiations
1949/1950 |
| 84/118:Pierre DEHEZ | Monopolistic Equilibrium and
Involuntary Unemployment |
| 84/119:Domenico Mario NUTI | Economic and Financial Evaluation of
Investment Projects; General
Principles and E.C. Procedures |

- | | |
|---|--|
| 84/120:Marcello DE CECCO | Monetary Theory and Roman History |
| 84/121:Marcello DE CECCO | International and Transnational Financial Relations |
| 84/122:Marcello DE CECCO | Modes of Financial Development: American Banking Dynamics and World Financial Crises |
| 84/123:Lionello F. PUNZO/
Kumuraswamy VELUPILLAI | Multisectoral Models and Joint Production |
| 84/124:John FARQUHARSON | The Management of Agriculture and Food Supplies in Germany, 1944-47 |
| 84/125:Ian HARDEN/Norman LEWIS | De-Legalisation in Britain in the 1980s |
| 84/126:John CABLE | Employee Participation and Firm Performance. A Prisoners' Dilemma Framework |
| 84/127:Jesper JESPERSEN | Financial Model Building and Financial Multipliers of the Danish Economy |
| 84/128:Ugo PAGANO | Welfare, Productivity and Self-Management |
| 84/129:Maureen CAIN | Beyond Informal Justice |
| 85/130:Otfried HOEFFE | Political Justice - Outline of a Philosophical Theory |
| 85/131:Stuart J. WOOLF | Charity and Family Subsistence: Florence in the Early Nineteenth Century |
| 85/132:Massimo MARCOLIN | The <u>Casa d'Industria</u> in Bologna during the Napoleonic Period: Public Relief and Subsistence Strategies |
| 85/133:Osvaldo RAGGIO | Strutture di parentela e controllo delle risorse in un'area di transito: la Val Fontanabuona tra Cinque e Seicento |
| 85/134:Renzo SABBATINI | Work and Family in a Lucchese Paper-Making Village at the Beginning of the Nineteenth Century |

- 85/135:Sabine JURATIC Solitude féminine et travail des femmes à Paris à la fin du XVIIIème siècle
- 85/136:Laurence FONTAINE Les effets déséquilibrants du colportage sur les structures de famille et les pratiques économiques dans la vallée de l'Oisans, 18e-19e siècles
- 85/137:Christopher JOHNSON Artisans vs. Fabricants: Urban Protoindustrialisation and the Evolution of Work Culture in Lodève and Bédarieux, 1740-1830
- 85/138:Daniela LOMBARDI La demande d'assistance et les réponses des autorités urbaines face à une crise conjoncturelle: Florence 1619-1622
- 85/139:Orstrom MOLLER Financing European Integration: The European Communities and the Proposed European Union.
- 85/140:John PINDER Economic and Social Powers of the European Union and the Member States: Subordinate or Coordinate Relationship
- 85/141:Vlad CONSTANTINESCO La Repartition des Competences Entre l'Union et les Etats Membres dans le Projet de Traite' Instituant l'Union Europeenne.
- 85/142:Peter BRUECKNER Foreign Affairs Power and Policy in the Draft Treaty Establishing the European Union.
- 85/143:Jan DE MEYER Belgium and the Draft Treaty Establishing the European Union.
- 85/144:Per LACHMANN The Draft Treaty Establishing the European Union: Constitutional and Political Implications in Denmark.
- 85/145:Thijmen KOOPMANS The Judicial System Envisaged in the Draft Treaty.
- 85/146:John TEMPLE-LANG The Draft Treaty Establishing the European Union and the Member

States: Ireland

85/147:Carl Otto LENZ

The Draft Treaty Establishing the
European Union: Report on the Federal
Republic of Germany

85/148:David EDWARD/
Richard MCALLISTER/
Robert LANE

The Draft Treaty establishing the
European Union: Report on the United
Kingdom

85/149:Joseph J. M. VAN DER VEN

Les droits de l'Homme: leur universalité
en face de la diversité des
civilisations.

85/150:Ralf ROGOWSKI

Meso-Corporatism and Labour Conflict
Resolution

1944

RESEARCH OF THE EUROPEAN UNIVERSITY INSTITUTE

1944

1944

1944

1944

1944

1944

1944

1944

1944

